

Equality for All Regardless of Gender Identity and Gender Expression

WHEREAS transgender Canadians are a minority who suffer discrimination, such as job losses, alienation from their communities, ridicule, harassment, inadequate health care, and also disproportionately fall victim to hate crimes, including homicide;

WHEREAS transgender Canadians stand apart as a group for whom no protection is enumerated under human rights legislation, and no hate crimes against them on the basis of their sexual expression or identity are recognized under the *Criminal Code*;

WHEREAS transgender Canadians are members of our Bar, our profession, our families and are our neighbours and friends;

WHEREAS, to commemorate the annual International Trans Day of Remembrance on November 20, amendments to human rights legislation were proposed in May 2010 through Private Members Bills in the House of Commons and the Ontario Legislature;

L'égalité pour toute personne, quelles que soient l'identité et l'expression sexuelles

ATTENDU QUE les personnes transgenres canadiennes font partie d'une minorité qui est victime de discrimination, de perte d'emplois, d'aliénation de la collectivité, de dérision, de harcèlement et de soins de santé inadéquats, et elles sont aussi victimes de crimes haineux, dont l'homicide, de façon disproportionnée;

ATTENDU QUE les personnes transgenres canadiennes se distinguent en tant que groupe qui ne jouit pas de protection en vertu des lois sur les droits de la personne et dont on ne reconnaît pas les crimes commis contre elles au motif de leur expression et de leur identité sexuelles à titre de crimes haineux aux termes du *Code criminel*;

ATTENDU QUE les personnes transgenres canadiennes sont membres de notre Barreau, de notre profession, de nos familles et sont aussi nos voisins et amis;

ATTENDU QUE pour souligner la Journée internationale annuelle du souvenir transgenre, qui se fête le 20 novembre, des modifications ont été proposées aux lois en matière de droits de la personne, en mai 2010, par le biais de projets de loi émanant de

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association urge the federal, provincial and territorial governments to review their legislation and policies, especially human rights legislation and hate crimes under the *Criminal Code*, and make amendments necessary to protect individuals from discrimination on the basis of gender identity and gender expression.

Certified true copy of a resolution carried by the Council of the Canadian Bar Association at the Annual Meeting held in Niagara, Ontario August 14-15, 2010

députés, déposés à la Chambre des communes et à l'Assemblée législative de l'Ontario;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien exhorte les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à examiner leurs lois et politiques, notamment la législation en matière de droits de la personne et les dispositions portant sur les crimes haineux sous le régime du *Code criminel*, pour y apporter les modifications qui s'imposent afin de protéger les personnes contre la discrimination fondée sur l'expression et l'identité sexuelles.

Copie certifiée d'une résolution adoptée, par le Conseil de l'Association du Barreau canadien, lors de son Assemblée annuelle, à Niagara (Ontario) les 14 et 15 août 2010.

John D.V. Hoyle
Chief Executive Officer/Chef de la direction